

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 05 octobre 2020**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>68</b>	<b>12</b>

N° de la séance : 36

Objet de la délibération : Direction Habitat  
Logement - Programme Opérationnel de  
Prévention et d'Accompagnement des  
Copropriétés (POPAC) - Convention  
Opérationnelle

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.202

Date de la convocation :

**Le 29/09/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **13 OCT. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **14 OCT. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt et le 05 octobre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois d'octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Marc MALFATTO, Alexis ARGENTI, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Françoise THOMEL, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Delphine CAROSI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



## **Madame NASICA,**

Dans le cadre de son 3<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat 2020-2025, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a souhaité poursuivre ses actions en matière de rénovation de l'habitat du parc privé et plus particulièrement sur les copropriétés.

En effet, les éléments de diagnostic ont mis en évidence une prépondérance de logements en copropriétés sur le territoire de la CASA (67%). D'après les statistiques, 2088 copropriétés comptent un enjeu de « surveillance » compte tenu de leur fragilité potentielle, dont 973 considérées comme potentiellement très fragiles (classées en D).

Au-delà de la réhabilitation des copropriétés dégradées, le repérage et l'accompagnement des copropriétés présentant des signes de fragilités (impayés de charges, faiblesses des prix de ventes, nombre élevés de locataires ..etc.) est devenu un enjeu majeur des politiques publiques comme en témoigne le développement récent par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat( Anah) des dispositifs de VOC (Veille et observation des copropriétés) et POPAC (Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés).

Partant de ce constat, la CASA a souhaité, en partenariat avec l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (Anah), mettre en œuvre un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) sur l'ensemble de son territoire avec un objectif d'accompagnement de huit copropriétés sur trois ans.

Ce dispositif a vocation à mettre en place une ingénierie opérationnelle susceptible de remédier aux difficultés rencontrées de manière précoce dans les copropriétés afin de résorber le plus en amont possible et à moindre coût pour les copropriétaires et les pouvoirs publics les dysfonctionnements naissants. Il n'a pas vocation à se substituer à un dispositif curatif et à accompagner les syndicats de copropriétaires dans la réalisation de travaux.

Des actions de repérage, de prévention et de sensibilisation vont être menées, l'objectif étant de créer un observatoire des copropriétés qui permettra d'identifier celles en situation de fragilité sur des secteurs ciblés.

Outre le volet préventif, ce programme comprendra pour les copropriétés les plus fragiles, la réalisation de diagnostic multi critères, la définition d'une stratégie de redressement ainsi qu'un programme de travaux permettant de définir les futurs outils publics d'intervention.

Le Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) est complémentaire aux autres dispositifs en cours ou à venir (OPAH-RU de Vallauris, Initiative Copropriétés de l'Anah ... etc).

Le coût prévisionnel d'ingénierie s'élève à 126 000 € TTC pour la durée du POPAC (3 ans).

	<b>Année 2020/21</b>	<b>Année 2021/22</b>	<b>Année 2022/23</b>	<b>Total sur 3 ans</b>
Coût des prestations ( <b>HT</b> )	35 000 €	35 000 €	35 000 €	105 000 €
Coût total des prestations ( <b>TTC</b> )	42 000 €	42 000 €	42 000 €	126 000 €

Les co-financements attendus pour assurer la mise en œuvre de ce dispositif sont répartis de la manière suivante :

- L'Anah à hauteur de 50 % du coût hors taxes dans la limite de 100 000 € HT/an
- La Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 6,5 % du coût HT : 6 843 €

	<b>Année 2020/21</b>	<b>Année 2021/22</b>	<b>Année 2022/23</b>	<b>Total sur 3 ans</b>
Financement prévisionnel ANAH	17 500 €	17 500 €	17 500 €	52 500 €
Financement prévisionnel de la CDC	2 281 €	2 281 €	2 281 €	6 843 €
Financement prévisionnel CASA	22 219 €	22 219 €	22 219 €	66 657 €
<b>TOTAL (TTC)</b>	<b>42 000 €</b>	<b>42 000 €</b>	<b>42 000 €</b>	<b>126 000 €</b>

Le projet de convention d'opération à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) et la Caisse des Dépôts et Consignation définit les modalités de mise en œuvre de ce POPAC et notamment les engagements financiers de chacun des partenaires pour l'animation du dispositif.

S'agissant des aides de la Caisse des Dépôts et Consignations, une convention fixant les modalités de versement sera mise en œuvre.

Le pilotage de ce dispositif s'effectuera sous la forme de comités de pilotage présidés par le Président de la CASA et/ou la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement et des comités techniques animés par la Direction Habitat Logement.

Vu l'intérêt que présente ce nouveau dispositif de POPAC pour la CASA qui a pour objectif d'accompagner les copropriétés fragiles du territoire et d'améliorer le parc de logements privés existants,

Conformément à la loi du 13 août 2004 relative aux responsabilités locale, il est proposé de recevoir les candidatures et de voter à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Madame Sophie NASICA propose sa candidature pour représenter la CASA au sein des instances de pilotage du POPAC.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la mise place du Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) d'une durée de trois ans, tel que ci-dessus défini ;
- d'approuver la convention opérationnelle et ses annexes, jointe à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président à la signer ou son représentant ;
- de désigner Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement pour représenter la CASA au sein des instances de pilotage du POPAC ;



- de prévoir au budget de la CASA, les financements correspondants pour les années à venir ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur le compte 20422 du budget de la Direction Habitat Logement.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la mise place du Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) d'une durée de trois ans, tel que ci-dessus défini ;
- d'approuver la convention opérationnelle et ses annexes, jointe à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président à la signer ou son représentant ;
- de désigner Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement pour représenter la CASA au sein des instances de pilotage du POPAC ;
- de prévoir au budget de la CASA, les financements correspondants pour les années à venir ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur le compte 20422 du budget de la Direction Habitat Logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 05 octobre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Convention pour la mise en  
œuvre  
du programme opérationnel de  
prévention et d'accompagnement en  
copropriété (POPAC)

2020-2023

## Table des matières

Préambule .....	4
Article 1 <sup>er</sup> - Dénomination .....	5
Article 2 - Périmètre et champs d'intervention .....	5
Article 3 – Enjeux et objectifs généraux du programme opérationnel .....	6
Article 4 - Volets d'actions.....	7
4.1 Connaissance : Création d'un observatoire des copropriétés .....	7
4.2 Communication sur le dispositif .....	8
4.3 Actions de sensibilisation, d'information et de formation auprès des copropriétaires .....	8
4.4 Mission de diagnostic flash .....	9
4.5 Mission de diagnostic multicritères .....	9
4.6 Mission d'assistance et d'aide à la résolution des premières difficultés .....	11
Article 5 - Financement du programme.....	12
5.1 Le coût estimatif de mise en œuvre du POPAC .....	12
5.2 Financement de l'Anah .....	12
Article 6 : Engagements spécifiques du maître d'ouvrage : données, exploitations et bilans à transmettre..	13
Article 7 - Conduite de l'opération .....	13
7.1 Pilotage de l'opération.....	14
7.1.1 Comité de pilotage.....	14
7.1.2 Comité technique .....	14
7.1.3 Des réunions, groupes de travail et commissions spécifique .....	14
7.2 Les missions du prestataire en charge du suivi animation de l'opération .....	14
Article 8 – Communication.....	16
Article 9 – Durée de la convention.....	16
Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention.....	17
Article 11 - Transmission de la convention.....	17

La présente convention est établie entre :

**L'Agence Nationale d'Amélioration de l'habitat (« Anah »)**, représentée en application de la convention de délégation des aides à la pierre en date du 26 janvier 2015 par Jean LEONETTI Déléataire, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, maître d'ouvrage du programme opérationnel, représenté par Jean LEONETTI, Président

**La Caisse des Dépôts et Consignations**, représentée par Georges FAIVRE, Directeur Territorial

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, article R 327-1, L321-1 et suivants et R321-1 et suivants, R.321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu le régime des aides de l'Anah adopté par son Conseil d'Administration le 22 septembre 2010, et ses avenants successifs

Vu le Programme Local de l'Habitat 2020- 2025 de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis adopté par Conseil Communautaire du 30 septembre 2019,

Vu l'instruction en date du 7 mars 2016 concernant les Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété intitulés POPAC

Vu la convention générale de délégation de compétence des aides à la pierre conclue entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, l'Anah et l'Etat, en application de l'article L.301-5-1 ou de l'article L.301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, en date du 23 janvier 2015 et ses avenants successifs,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en date du .....autorisant la signature de la présente convention,

## Préambule

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis est un Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) créée en 2002.

Située dans le canton ouest du département des Alpes Maritimes, elle regroupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, 24 communes. 176 644 habitants résident sur un territoire d'une superficie de 267,14 Km qui compte 125 539 logements, dont 86 383 résidences principales.

Ce territoire se caractérise par quatre grands secteurs :

- Sophia et le littoral : Antibes, Biot, Valbonne, Vallauris, Villeneuve Loubet
- Moyens pays ouest : Châteauneuf de Grasse, Le Bar-sur- Loup, Opio,
- Moyen pays Est ; Colle-sur-Loup, Saint-Paul , Tourrettes-sur-Loup, Roquefort-les-Pins et Le Rouret
- Haut pays : Bézaudun les Alpes, Bouyon, Caussols, Cipières, Consegudes, Courmes, Coursegoules, Les ferres, Gourdon, Gréolières, La Roque en Provence.

Les communes littorales se caractérisent par un habitat collectif prédominant et subissent une pression foncière très forte, le marché du logement étant très tendu. L'habitat individuel est plus prégnant dans les communes du moyen pays et du haut pays qui présentent des enjeux de réhabilitation importants mais hétérogènes avec des spécificités fortes selon les secteurs.

Le parc privé est prépondérant sur la CASA ( 92 % des résidences principales) dont près de la moitié a été construit avant 1975. Il est essentiellement occupé par des propriétaires (2/3) avec des proportions plus élevées dans le moyens pays (75 %) et le Haut pays (80%).

Le parc locatif privé (environ 24 516 logements) est quant à lui, prépondérant sur le littoral (80 %), mais il constitue 25 % du parc privé du moyen pays et 22% du parc privé du Haut pays.

Les 2/3 (67 %) des logements sont en copropriété sur la CASA ce qui constitue un taux très fort constituant une spécialité du département des Alpes Maritimes.

D'après les éléments de diagnostic ayant conduit à l'élaboration du 3<sup>ème</sup> PLH 2020-2025 de la CASA, les copropriétés identifiées comme potentiellement à surveiller ou très fragiles sont principalement de petites tailles (65 % des copropriétés identifiées compte moins de 12 logements) Néanmoins, 96 comptent plus de 101 logements.

On note une part importante de copropriétés anciennes au sein de celles identifiées comme très fragiles, dont 42 % ont été construites avant 1949. Plus généralement, à l'échelle de la CASA, 59 % ont été construites avant 1975 et toute réglementation thermique, dont 78 % à Antibes.

Fort de ce constat, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, délégataire des aides à la pierre, a souhaité dans le cadre de son 3<sup>ème</sup> PLH 2020-2025, poursuivre ses actions en matière de rénovation de l'habitat du parc privé en accompagnant notamment les copropriétés potentiellement fragiles du territoire.

Ainsi et afin de répondre de manière adaptée et efficace aux enjeux ci-dessus, la CASA a souhaité mettre en œuvre un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) sur l'ensemble de son territoire.



## Article 1<sup>er</sup> - Dénomination

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis décide de mettre en œuvre, avec le soutien de l'Anah et de l'Etat, un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété, ci-après désigné "POPAC", à l'échelle du territoire communautaire.

## Article 2 - Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention du POPAC comprend l'ensemble des communes de la CASA, soit 24 communes :

Antibes, Biot, Bézaudun les Alpes, Bouyon, Caussols, Châteauneuf, Cippières, Courmes, Consegudes, Coursegoules, Les ferres, Gourdon, Gréolières, Opio, Le bar sur Loup, La Colle sur loup, Le Rouret, Roquefort Les Pins, La Roque en Provence, Saint Paul de Vence, Tourrettes sur Loup, Valbonne, Vallauris, Villeneuve Loubet.



Le dispositif concentrera son intervention sur les copropriétés, repérées comme présentant des premiers signes de dysfonctionnement et une fragilité potentielle.

Dans ce cadre, il est notamment prévu d'accompagner au maximum 8 ensembles immobiliers sur 3 ans dont 4 sont d'ores et déjà identifiées comme présentant une potentielle situation de fragilité, qu'il convient de diagnostiquer en priorité.

Ces 4 copropriétés pré-identifiées sont listées dans le tableau ci-dessous :

Nom	Commune	Adresse	Nombre de Logements
Le Val d'Or	Vallauris	Quartier Val d'Or	177
Les Emaux	Vallauris	Boulevard Jacques Ugo	93
Les Espères	Villeneuve Loubet	380-450 Avenue Antony Fabre	216
SDC le Riviera	Antibes	1965/71 route de Nice	56

A noter que le périmètre de l'OPAH RU de Vallauris (2020-2025) est inclus dans le périmètre d'intervention du POPAC.

### Article 3 – Enjeux et objectifs généraux du programme opérationnel

Au-delà de la réhabilitation des copropriétés dégradées, le repérage et l'accompagnement des copropriétés fragiles, c'est-à-dire ayant des difficultés à faire face y compris au paiement des charges courantes, est devenu un enjeu majeur des politiques publiques, comme en témoigne le développement récent par l'Anah des dispositifs de VOC (Veille et observation des copropriétés) et POPAC (Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés).

Selon la méthode statistique Anah/Ministère, et sur le territoire de la CASA, 2088 copropriétés comptent un enjeu de « surveillance » compte tenu de leur fragilité potentielle, dont 973 considérées comme potentiellement très fragiles (classées en D).

Le croisement de certaines données (registre des copropriétés initié dans le cadre de la Loi Alur, données filocom etc..) permet aujourd'hui de cibler des secteurs d'investigation pouvant donner lieu à la réalisation de diagnostics sur le fonctionnement de ces copropriétés et les éventuels besoins en travaux.

La mission principale du POPAC consistera, à partir des outils statistiques, et sur l'ensemble du territoire de la CASA, à créer un observatoire des copropriétés qui permettra d'identifier celles en situation de fragilité nécessitant un accompagnement.

Le POPAC concentrera donc son intervention sur les secteurs géographiques et sur les copropriétés issues de l'observatoire de la copropriété.

Par ailleurs, la mission d'assistance technique et administrative proposée dans le POPAC a pour objectif d'apporter une réponse globale aux difficultés rencontrées par les copropriétés identifiées en situation de fragilité et doit leur permettre de renforcer notamment leur fonctionnement, leur organisation, leur gestion afin de prévenir l'apparition de difficultés graves nécessitant une intervention lourdes des pouvoirs publics.

Des actions ciblées sur les copropriétés potentiellement fragiles pourront donc être effectuée par l'opérateur du POPAC à savoir :

- La réalisation de « diagnostic flash » permettant d'évaluer le niveau global de fragilité de(s) copropriété(s) pré identifiées
- La réalisation d'un diagnostic multi critères permettant de dresser un état des lieux complet de(s) copropriété(s) et de la fragilité de celle-ci
- Une assistance et une aide à la résolution des premières difficultés si elle est confortée par le(s) diagnostic(s) multicritères ci-dessus indiqué

En sus de ces actions ciblées, le POPAC développera des actions et outils d'information, de formation et de communication utiles à toutes les copropriétés du territoire. L'amélioration de la connaissance sur le fonctionnement d'une copropriété (gouvernance, juridique, technique, social, financier...) est notamment un enjeu des actions d'information à conduire, via des ateliers collectifs ou guides adaptés par exemple.

Le POPAC n'a pas pour vocation à accompagner les syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux. Cela étant, une attention particulière sera apportée aux besoins de travaux, notamment dans leur lien éventuel avec le niveau des charges courantes et avec l'objectif, le cas échéant, d'engager un programme de travaux à l'issue de l'accompagnement POPAC dans le cadre des dispositifs d'aides aux travaux existants et à venir.

Le programme s'inscrira ainsi en soutien et en cohérence avec les autres dispositifs opérationnels ou politiques en cours ou à venir (OPAH-RU de Vallauris, Plateforme de rénovation énergétique, « Habiter Mieux Copropriété », « Habiter Mieux Sérénité », ... etc).

Le dispositif s'appuiera également sur les acteurs et partenaires locaux nécessaires à la conduite du programme : acteurs institutionnels, professionnels, syndics et gestionnaires de copropriétés, fournisseurs de données, etc.

## **Article 4 - Volets d'actions**

Les actions proposées dans le cadre du POPAC sont les suivantes.

### **4.1 Connaissance : Création d'un observatoire des copropriétés**

Dans un premier temps, le prestataire devra mettre en place un observatoire de la copropriété, sur la base des outils statistiques suivants :

- Données du Registre National d'Immatriculation des Copropriétés
- Données de l'outil statistique d'aide au repérage des copropriétés fragiles
- Données foncières disponibles (MAJIC, DVF)
- Données de l'observatoire de l'Habitat de la CASA (locaux vacants, données PLH, PIADH, OPAH, insalubrité, suivi des ventes HLM...)

Ce travail de fond et de croisement des données au retour de terrain doit permettre d'avoir une connaissance plus précise du parc de copropriétés du territoire de la CASA.

L'observatoire de la copropriété sera le socle du dispositif et permettra de calibrer au mieux les différentes actions entreprises par la suite dans le cadre du POPAC. (Actions de sensibilisation, réalisation de diagnostic flash...)

Celui-ci permettra donc de repérer et d'extraire certaines copropriétés potentiellement fragiles et sur lesquelles des investigations supplémentaires pourront être réalisées.

La structure de cet observatoire devra être compatible avec les outils/logiciels CASA et être conçue de manière à pouvoir être alimenté par la suite par l'EPCI. Le prestataire y associera dans sa conception le référent observatoire de la Direction Habitat Logement.

## 4.2 Communication sur le dispositif

L'équipe devra concevoir et mettre en œuvre une politique de communication bien adaptée au rythme de développement du POPAC, de sorte que toutes les copropriétés concernées soient parfaitement informées du contenu des actions entreprises et de leur effet recherché.

La communication aura notamment pour but premier, la prise de contact de certaines copropriétés cibles pour la réalisation d'ateliers collectifs.

La validation du contenu, la mise en forme, l'édition et la diffusion des supports de communication seront assurés par la CASA, l'ensemble des coûts étant à la charge du pouvoir adjudicateur.

## 4.3 Actions de sensibilisation, d'information et de formation auprès des copropriétaires

Le prestataire devra mettre en œuvre des actions de sensibilisations auprès des copropriétés sous formes de différentes actions pédagogiques permettant aux copropriétaires :

- De mieux comprendre le fonctionnement de la copropriété (gouvernance, juridique, technique, social, financier...)
- De comprendre les principaux facteurs d'équilibres et d'autonomie de la copropriété ( état physique, bonne gestion financière, solvabilité des copropriétaires ..)
- D'améliorer la connaissance de chacun sur les droits et devoir des copropriétaires
- De pouvoir repérer une situation fragile au sein de leur copropriété
- De connaître les instances ou acteurs mobilisables pour les aider dans leur démarche ou pour signaler une situation fragile
- De les sensibiliser sur un projet de rénovation énergétique

Ces actions pédagogiques pourront prendre la forme d'ateliers collectifs, de modules de formations, que l'opérateur mettra en place en fonction des secteurs et des thématiques abordées. Ces actions pourront évoluer dans le temps en fonction des besoins exprimés par les copropriétaires rencontrés.

De plus, des actions complémentaires de sensibilisation des copropriétés pourront être réalisées et être déclinées selon divers formats: mise en place d'un accueil téléphonique, l'établissement de prospectus ou fiches d'information et de sensibilisation à destination du grand public, organisation de réunions ou de manifestations...

Dans ces actions de sensibilisation, la CASA souhaite qu'une action spécifique soit menée auprès des nouveaux copropriétaires, y compris dans les résidences issues de la vente HLM par un organisme de logement social, incluant un « guide du nouvel accédant en copropriété ».

L'objectif est également de favoriser le partage d'expérience et l'échange de bonnes pratiques entre les instances de gestion des copropriétés, via les ateliers par exemple.

### Promotion de l'immatriculation au Registre national d'immatriculation des copropriétés (RNI)

Sur la base d'une méthodologie qu'il précisera, le prestataire devra, tout au long de ses missions d'information et de sensibilisation, favoriser la complète immatriculation des copropriétés du territoire au Registre National d'Immatriculation des Copropriétés notamment auprès des copropriétés gérées par un syndic bénévole



#### **4.4 Mission de diagnostic flash**

Afin de confirmer l'éligibilité au POPAC des copropriétés repérées dans le cadre de l'observatoire, il sera nécessaire de vérifier leur état de fragilité via une mission de diagnostic flash.

A la demande de la CASA, l'opérateur aura pour mission de réaliser un état des lieux synthétique « diagnostic flash » de la situation de l'immeuble :

- Identification du syndic et du conseil syndical,
- Descriptif de l'immeuble et de son environnement urbain,
- Indicateurs de peuplement et de marché immobilier,
- Indicateur de performance énergétique,
- État technique et financier.

Ce diagnostic flash visera à évaluer le niveau global de fragilité de la copropriété - dureté urbaine, foncière, immobilière, technique et gestion - afin de pouvoir statuer sur son éventuelle intégration dans le dispositif opérationnel.

Il devra notamment prendre en compte les taux d'impayés de charge et l'étiquette énergétique des bâtiments afin de vérifier l'éligibilité de ces derniers au dispositif « Habiter Mieux Copropriété » de l'Anah.

Cette mission nécessitera un repérage terrain, un contact avec le syndic et des investigations, selon une méthode à préciser par l'opérateur. Elle fera l'objet d'une fiche synthétique dont les données devront permettre d'alimenter l'observatoire des copropriétés.

Le diagnostic flash devra permettre :

Pour les copropriétés, dont la fragilité est avérée et dont l'intégration au POPAC semble possible, de réaliser un diagnostic multi-critères (cf 4.2.2.)

Pour les copropriétés dont le diagnostic flash conclurait qu'il n'est pas nécessaire d'intervenir dans le cadre du POPAC, l'opérateur orientera les syndicats de copropriétaires vers les bons interlocuteurs en fonction des besoins de la copropriété (Dispositif Habiter Mieux Copropriétés, de l'Anah....) et /ou vers l'opérateur de l'OPAH RU de Vallauris dans le cas où ces copropriétés seraient situées dans le périmètre du dispositif.

#### **4.5 Mission de diagnostic multicritères**

Dans le cadre de ses missions de connaissances de copropriétés via l'observatoire des copropriétés, le prestataire sera amené à réaliser dans un premier temps des diagnostics flash sur certaines copropriétés. (Article 4.2.1)

Si ces diagnostics flash révèlent des signes de fragilités que le POPAC peut potentiellement traiter, le prestataire proposera, dans un second temps, à la CASA la réalisation de diagnostics multicritères sur ces copropriétés.

En accord avec la CASA, le prestataire procédera à la réalisation de ces diagnostics multicritères qui permettront :

- de dresser un état des lieux complet et transversal de leur situation,
- de caractériser leur état de fragilité
- de proposer les actions d'accompagnement préventives nécessaires.

L'évaluation et les préconisations du prestataire s'appuieront sur les critères suivants :

- Organisation foncière, juridique et technique,
- état technique et patrimonial, fonctionnement du syndicat de copropriété : règlement, conseil syndical, présence d'un syndic, taux de présence en assemblée générale, ...
- profils socio-économique des propriétaires et occupants (enquête sociale via un questionnaire)
- gestion financière et administrative : comptes, impayés, montant des charges, nombre de débiteurs ...,
- Positionnement sur le marché immobilier : prix de vente, nombre de mutations, ...
- Environnement de la copropriété.

Le prestataire aura également pour mission de signaler, en tant que de besoin, à la CASA les situations difficiles qui auront pu être repérées :

Les ménages en difficultés sociales (précarité, ressources modestes, occupation du logement, risque d'expulsion ...),

Les situations à risque pour la copropriété sur le plan technique, juridique et financier (insalubrité, péril, absence de règlement, syndic défaillant, impayés de charges).

De plus, si une situation d'habitat indigne est repérée lors de ce diagnostic, le prestataire devra réaliser, une visite du logement et qualifier les dégradations afin que la situation puisse être recensée dans le cadre du Pôle de lutte contre l'Habitat Indigne et traitée par les personnes compétentes (communes, CAF, ARS...)

Le diagnostic doit permettre de :

- Définir et mesurer l'ensemble des indicateurs, exogènes et endogènes, permettant de repérer les signes, de fragilité et identifier les risques d'aggravation,
- D'établir les conditions d'amélioration de la situation de la copropriété,
- De proposer une stratégie et calibrer le dispositif d'actions préventives à mettre en place,
- D'orienter vers les dispositifs et vers les aides possibles de droit commun mobilisables dans le cadre du POPAC, en particulier les aides à la gestion et aux expertises complémentaires de l'Anah,
- De mesurer la motivation de la copropriété à s'engager dans le POPAC.

Il devra également s'appuyer sur des entretiens avec les responsables de copropriétés - syndics et conseillers syndicaux - ainsi que sur des visites in situ.

L'ensemble de ces données, qui permettra d'alimenter l'observatoire, fera l'objet d'une fiche synthétique par copropriété et d'un rapport qui sera transmis à la Direction Habitat Logement de la CASA et sera ensuite présenté aux copropriétés.

Dans le cas où les actions préventives prévues dans le POPAC seraient jugées insuffisantes ou inadaptées au regard des conclusions du diagnostic, l'opérateur en informera le maître d'ouvrage en précisant l'échelle d'intervention souhaitable et le type de dispositif à mettre en place au regard du volume de copropriétés et/ou de logements à traiter. (ex : cas des copropriétés en difficulté nécessitant une intervention curative publique plus conséquente)

Celles-ci devront alors sortir du dispositif POPAC. L'opérateur devra alors proposer au maître d'ouvrage des copropriétés en substitution afin d'atteindre les objectifs d'accompagnement inscrits dans la convention du POPAC de la CASA.

Comme évoqué dans l'article 4, dans le cadre de son premier travail de pré-identification, la CASA a extrait un certain nombre de copropriétés que l'opérateur devra intégrer dans sa liste de diagnostic multi-critère à réaliser en priorité. Cette liste figure dans l'annexe 1

Ces premiers diagnostics multicritères devront être réalisés en année 1.

#### **4.6 Mission d'assistance et d'aide à la résolution des premières difficultés**

A l'issue de la phase de diagnostic multicritères, et si les conclusions de celui-ci montrent un réel besoin d'accompagnement du POPAC, les copropriétés volontaires pourront bénéficier d'un accompagnement. Les actions d'accompagnement des copropriétés seront définies en fonction des problématiques identifiées dans la phase de diagnostic approfondi, des besoins repérés et des demandes exprimées par les syndic et les copropriétaires.

La mission devra permettre à l'opérateur de mettre en place une assistance à la copropriété concernant l'une ou plusieurs des problématiques suivantes :

- Appui à l'organisation et au fonctionnement de la copropriété : soutien au conseil syndical et au syndic, responsabilisation des instances, appui à la mobilisation des copropriétaires, facilitation des prises de décision, appui à la communication interne, aide à l'adaptation du règlement de copropriété, mise en place d'outils (communication interne, livret d'accueil), information/formation, etc.
- Appui à la gestion financière et administrative : aide à l'élaboration d'outils de suivi de gestion pérenne, aide à la mise en place d'un tableau de bord d'analyse des charges, analyse des impayés, aide à la mise en place d'un dispositif de prévention des impayés, aide à l'assainissement des comptes, à la maîtrise du budget et à l'apurement des dettes, appui à la création d'un fonds de travaux, appui à la renégociation de contrats, etc.
- Appui sur le plan administratif et social : assistance au montage de plan de financement pour la copropriété et les copropriétaires, aide à l'accompagnement des publics fragiles, accès au droit, aide à la médiation des conflits, etc.
- Appui à l'élaboration et au suivi d'un plan de patrimoine : aide à la tenue du carnet d'entretien, information sur le Diagnostic Technique Global, au maximum conseil quant aux éventuels scénarios de travaux.

Le cas échéant, le prestataire sera en charge d'accompagner les copropriétés dans le montage des dossiers pour mobiliser les aides :

- à l'ingénierie de l'Anah (délibération n° 2013-11 du 13 mars 2013 de l'Anah) : aide au redressement de la gestion ; aide à la réalisation d'études et d'expertises complémentaires, à caractère technique, juridique ou financier, lorsqu'elles sont nécessaires à la définition d'une stratégie de redressement.
- du FSL concernant les impayés de charges en copropriétés.

Cette mission correspond à un module généraliste d'assistance aux copropriétés en situation de fragilité et d'aide à la résolution des premières difficultés leur permettant d'envisager un premier niveau d'amélioration de leur situation.

L'opérateur interviendra en appui des organes de gestion des copropriétés en leur proposant, au vu notamment des temps décisionnels propres à chacune d'entre elles (les AG en particulier), des conseils, méthodes, procédures et outils adaptés à la situation, tout en s'assurant auprès d'eux à intervalles réguliers de la bonne prise en charge et de l'avancement de(s) l'action(s).

Dans l'éventualité où le prestataire serait dans l'impossibilité d'accompagner jusqu' 'à son terme une copropriété dans le cadre de sa mission d'assistance, l'opérateur devra alors proposer des copropriétés en substitution afin d'atteindre les objectifs d'accompagnement inscrits dans la convention du POPAC de la CASA.

## Article 5 - Financement du programme

### 5.1 Le coût estimatif de mise en œuvre du POPAC

Le coût estimatif prévisionnel de mise en œuvre du POPAC communautaire s'élève sur 3 ans à 105 000 € HT, soit 126 000 € TTC (42 500 € TTC/an).

Ce coût se répartit de la façon suivante par années :

	<b>Année 2020/21</b>	<b>Année 2021/22</b>	<b>Année 2022/23</b>	<b>Total sur 3 ans</b>
Coût des prestations (HT)	35 000 €	35 000 €	35 000 €	105 000 €
Coût total des prestations (TTC)	42 000 €	42 000 €	42 000 €	126 000 €

Le financement prévisionnel par les partenaires et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est le suivant :

	<b>Année 2020/21</b>	<b>Année 2021/22</b>	<b>Année 2022/23</b>	<b>Total sur 3 ans</b>
Financement prévisionnel ANAH	17 500 €	17 500 €	17 500 €	52 500 €
Financement prévisionnel de la CDC	2 281 €	2 281 €	2 281 €	6 843 €
Financement prévisionnel de la CASA	22 219 €	22 219 €	22 219 €	66 657 €
<b>TOTAL (TTC)</b>	<b>42 000 €</b>	<b>42 000 €</b>	<b>42 000 €</b>	<b>126 000 €</b>

Le financement sera assuré par Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, qui sollicitera les aides financières de l'Anah et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

### 5.2 Financement de l'Anah

#### 1. Financement de l'ingénierie

L'Anah s'engage à financer la mise en œuvre du POPAC :

- chaque année, dans la limite de 3 ans,
- à hauteur de 50 % du coût HT de prestation,
- dans la limite d'un plafond annuel de dépenses subventionnables de 100 000 € HT.

Ces conditions sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.



## 2. Subventions aux copropriétés

L'Anah peut ponctuellement accorder des aides complémentaires au syndicat des copropriétaires : aide au redressement de la gestion ; aide à la réalisation d'études et d'expertises complémentaires, à caractère technique, juridique ou financier, lorsqu'elles sont nécessaires à la définition d'une stratégie de redressement.

Seules les copropriétés situées dans le périmètre du programme peuvent en bénéficier, au cas par cas et en fonction des constatations opérées.

### **5.3 Financement de la Caisse des Dépôts et Consignations**

La Caisse des Dépôts et Consignations s'engage à financer l'ingénierie, permettant la mise en œuvre du POPAC, de la manière suivante :

- 25 % du cout HT de la prestation concernant la commune de Vallauris située en secteur Quartier Prioritaire de la Ville (sans plafond de dépenses subventionnables)
- 10 % du cout HT concernant les 23 autres communes de la CASA (avec un plafond de dépenses subventionnable de 60 000 € HT)

## **Article 6 : Engagements spécifiques du maître d'ouvrage : données, exploitations et bilans à transmettre**

Le maître d'ouvrage s'engage, pour toute la durée du POPAC à :

- Transmettre un bilan annuel comprenant un récapitulatif des actions menées sur la copropriété, une analyse des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés (avec quelques indicateurs chiffrés permettant de mesurer l'évolution de la situation suite aux actions préventives menées) et l'identification des éventuels points de blocage. Ce bilan doit être accompagné des données fixées à l'annexe n°4 de l'instruction Anah concernant la mise en œuvre des POPAC du 7 mars 2016,
- Communiquer les exploitations et publications réalisées dans le cadre du POPAC à tous les partenaires locaux et à l'Anah centrale ([pole-coproprietes@anah.gouv.fr](mailto:pole-coproprietes@anah.gouv.fr)), et faire état du soutien financier de l'Anah à l'occasion de toute diffusion ou valorisation externe des données ou des actions conduites.

## **Article 7 - Conduite de l'opération**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, maître d'ouvrage, sera chargée de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne mobilisation et coordination des différents partenaires (Communes, DDTM, SCHS, ADIL 06, syndicats de copropriétés, FSL, FNAIM ...).

Pour ce faire, le suivi et la coordination du dispositif seront assurés par le service Financement et Amélioration de l'Habitat, de la Direction de l'Habitat.

## **7.1 Pilotage de l'opération**

### **7.1.1 Comité de pilotage**

Les partenaires du POPAC se rassemblent en un comité de pilotage qui assure la coordination et le suivi du déroulement de l'animation. Il est présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et/ ou la Vice-Présidente à l'Habitat et au Logement, et est composé à minima des participants de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, des communes concernées par le POPAC et des partenaires de l'opération (Anah, Etat, CD06, Région SUD, ADEME, ADIL 06, CAF, FNAIM, ...).

Il se réunit en tant que de besoin (au moins une fois par an), lors de la présentation des bilans d'étape, des bilans annuels ainsi que lors du bilan définitif du Popac avec le soutien de l'équipe de suivi-animation qui assurera l'organisation et le déroulement des réunions.

Il peut élargir sa composition à tout membre permanent de son choix ou inviter à tout moment toute personne qualifiée ou organisme qu'il jugerait utile.

Au vu des informations fournies par l'équipe opérationnelle, il est chargé de veiller à la réalisation des objectifs, au respect des engagements des partenaires et d'apporter des solutions aux difficultés qui pourraient apparaître en cours d'opération.

Il se réunit en tant que de besoin (au moins une fois par an), lors de la présentation des bilans d'étape, des bilans annuels ainsi que lors du bilan définitif du Popac avec le soutien de l'équipe de suivi-animation qui assurera l'organisation et le déroulement des réunions.

### **7.1.2 Comité technique**

Animé par la Direction Habitat Logement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, il prépare les décisions du Comité de Pilotage et assure le suivi de l'opération et des actions d'accompagnement prévues au titre de la présente convention.

Il est composé de représentants techniques et financiers de la collectivité publique et de tout autre partenaire intéressé à un titre ou à un autre au déroulement de l'animation.

Il se réunit lors de la présentation des étapes intermédiaires de l'animation afin de prendre connaissance des résultats, des éventuelles difficultés rencontrées, d'en analyser les causes et préparer les décisions du comité de pilotage.

### **7.1.3 Des réunions, groupes de travail et commissions spécifiques**

Autant que de besoin, le pilotage du projet s'appuiera, à la demande du maître d'ouvrage ou sur proposition du prestataire, sur des réunions, groupes de travail et commissions spécifiques

## **7.2 Les missions du prestataire en charge du suivi animation de l'opération**

Les missions sont assurées par une équipe d'ingénierie pluridisciplinaire (compétences juridique, technique, sociale), à recruter dans le cadre d'un marché public.

### **Les compétences requises :**

Compte tenu de la nature de la prestation sollicitée, l'équipe devra détenir des compétences dans les domaines suivants :

- Connaissance générale en matière d'habitat et sur l'amélioration du parc privé,
- Expertise sur l'ensemble des problématiques propres aux copropriétés : acteurs, cadre réglementaire et juridique, fonctionnement, gestion et comptabilité, financements
- Maîtrise d'un projet de rénovation, notamment énergétique, en copropriété
- Compétences techniques et architecturales en diagnostic et intervention sur du bâti existant en copropriété et connaissance technique dans le domaine de l'énergie,
- Compétences pour réaliser des enquêtes sociales et l'accompagnement social des ménages,
- Capacité d'animation et de sensibilisation des acteurs de la copropriété,
- Capacité d'animation partenariale,
- Expériences et références du prestataire en termes de réalisation de Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC).

### **Les objectifs de réalisation :**

- Mise en place et alimentation d'un observatoire de la copropriété sur le territoire de la CASA
- Réalisation de 5 ateliers collectifs de sensibilisation et de formation
- Réalisation de 10 diagnostics flash
- Réalisation de 10 diagnostics multi-critères
- Accompagnement de 8 copropriétés

### **Le suivi et évaluation des actions engagées :**

Le suivi et l'analyse des résultats du POPAC, d'un point de vue quantitatif et qualitatif, constitue un impératif du pilotage du dispositif.

L'évaluation s'appuiera en partie sur l'analyse des indicateurs suivants, dûment détaillés dans les rapports d'avancement réalisés par l'opérateur

#### **Indicateurs de prospection**

- Prise de contact téléphonique
- Nombre de rendez vous
- Nombre de visite sur place

#### **Indicateurs d'animation du dispositif**

- Nombre d'ateliers techniques réalisés
- Nombre de copropriétés approchées
- Nombre de formation réalisées

#### **Indicateurs qualitatif et quantitatifs / missions de diagnostics flash et multicritères**

- Nombre de diagnostics réalisés
  - Types de copropriété diagnostiquées
  - Années de construction
  - Etiquette énergétique
  - Taille de la copropriété

- Types d'organes de gestion ...
- Nombre d'accompagnement réalisés
  - Types de problématiques traitées
  - Nombre de copropriétés basculant sur un programme de travaux
  - Nombre de copropriétés avec procédure coercitive

### **Etablissement d'un bilan /évaluation**

Un bilan annuel et un rapport final de l'opération trois mois suivant son terme seront réalisés par l'opérateur et adressés à la CASA, qui en assurera sa diffusion à tous les partenaires de l'opération.

Ce rapport devra notamment :

- Rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs,
- Analyser les difficultés et réussites constatées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : prise de contact, sensibilisation des organes de gestions des copropriétés ; diagnostics ; accompagnements, ...
- Synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de la copropriété sur le territoire de la CASA

## **Article 8 – Communication**

La CASA, maître d'ouvrage du POPAC, les partenaires du POPAC et l'équipe d'ingénierie s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

- le nom et le logo de l'Anah ainsi que la mention du site anah.fr doivent apparaître sur l'ensemble des documents liés au dispositif dans le respect de sa charte graphique (supports d'information de type dépliants, plaquettes, exposition, site internet ou communication de presse municipale, régionale, affichage), au même niveau que les autres financeurs,
- Les réunions et les documents de communication devront avoir été préparés en collaboration avec le service instructeur des aides de l'Anah.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, la CASA en tant que délégataire, peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'équipe d'ingénierie apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (via le service instructeur des aides).

## **Article 9 – Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une période de trois ans, à compter de la date de signature apposée par le dernier signataire soit le ....



## **Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention**

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, et/ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés annuellement, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par la CASA, maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

## **Article 11 - Transmission de la convention**

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, et au délégué de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat dans le département.

Fait en 3 exemplaires à Valbonne, le

Pour l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

Jean LEONETTI

Pour La Caisse des Dépôts et Consignations,  
Directeur Territorial,

Georges FAIVRE

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 05/10/2020  
Numéro : CC\_2020\_202  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) - Convention Opérationnelle  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : RVTYQt3

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 14/10/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201005-CC\_2020\_202-DE

**Acte reçu**

Date : 05/10/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_202  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) - Convention Opérationnelle  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201005-CC\_2020\_202-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20201005-CC\_2020\_202-DE-1-1\_2.PDF

N